



Adresse à Monsieur le Trésorier Payeur Général et Monsieur le Directeur des Services Fiscaux du Var

Les organisations syndicales Union SNUI / SUD TRESOR – Solidaires, CGT, FO, CFDT et CFTC du Trésor et des Impôts du Var se sont rencontrées ce 19 novembre 2008. Elles s'adressent à vous au moment où vous allez soumettre aux CTP de chaque Direction, la mise en place de SIP en 2009.

Nous refusons que les SIP se constituent à l'image de ce qu'est l'accueil commun de l'Hôtel des Finances de TOULON !

Nous rappelons que l'aménagement physique des locaux est relativement apprécié des agents et des contribuables mais qu'il est le fruit du combat que les organisations syndicales ont mené sur la base des revendications des personnels contre le projet initial de l'administration.

En revanche les revendications en terme d'effectif et d'organisation des missions n'ont pas été prises en compte avant l'ouverture de cet accueil en septembre 2008 et contrairement à ce que nous répond l'administration ces revendications ne sont pas idéologiques.

IDEOLOGIQUE le principe de la séparation de l'assiette et du recouvrement ? NON !

Nous avons demandé cette séparation à l'accueil pour mieux accomplir les missions. L'administration qui tient à la polyvalence à tout prix n'a rien écouté. Résultat, les agents chargés des renforts ont refusé de continuer à travailler dans des conditions épouvantables dès le 15 Octobre.

C'est suite à cette mobilisation que vous avez enfin accepté de séparer l'accueil TRESOR et IMPOTS.

Comment comprendre cette obstination alors que le Directeur Général, Monsieur PARINI affirme depuis cet été qu'il fait le pari des métiers ? En conséquence, le recouvrement et l'assiette doivent demeurer des missions distinctes.

IDEOLOGIQUE le refus des suppressions d'emplois ? NON !

Du côté de la comptabilité publique, l'administration est passée de 3 à 2 Trésoreries, puis de 2 à 1. Au passage les emplois ont fondu. La situation est devenue intenable et pose maintenant de graves problèmes. Le fait de n'avoir plus qu'une seule caisse interdit de pouvoir traiter les fortes affluences correctement, de pouvoir clôturer la comptabilité de la caisse à l'heure voulue. Outre le fait que le service au contribuable est dégradé, les conditions de travail et de sécurité du caissier sont très préoccupantes.

De même aux impôts, les CDI de TOULON ont perdu des emplois et font aussi difficilement face aux tâches de gestion et de contrôle. Le système de renforts n'est qu'un pis aller qui ne peut masquer le manque cruel d'emplois implantés dans la structure accueil.

Dans l'ensemble des services de TOULON cité administrative et St Bernard, il est devenu impossible de traiter en totalité et dans les délais la masse de courriers, de mails, d'appels téléphoniques. Que dire de l'utilisation massive des admissions en non-valeur pour maintenir les taux de recouvrement au niveau imposé par les contrats d'objectifs ?

La solution envisagée par l'administration : ouvrir entre midi et 13H30 !

Cette solution ne fera qu'amplifier le stress, la fatigue et ne solutionnera ni le manque d'emplois, ni la saturation de la caisse. **Au contraire, il faudrait officiellement fermer plus tôt le midi et le soir.**

Si idéologie il y a, elle est de votre côté et elle se heurte à la réalité des faits: vous voulez réduire les coûts de fonctionnement, réduire les emplois. Or, les agents des Impôts et du Trésor, leurs organisations syndicales et l'immense majorité de ce pays sont attachés au maintien d'un service public de l'Etat, fondement de la République.

Pour bien accueillir les contribuables, pour traiter correctement leurs demandes, il faut des agents.

Les deux CTP convoqués pour le 5 décembre doivent se prononcer pour des affectations supplémentaires et la création nette d'emplois DGFIP dans le Var. Plus aucune suppression n'est supportable, l'accueil commun, les SIP à venir, les autres services tous concernés de près ou de loin par la fusion, ne pourront fonctionner sans les emplois nécessaires. Nous proposons aux agents de chiffrer les besoins dans leur service, besoins que nous vous porterons.

Comme nous l'avons écrit : Nous refusons que les SIP se constituent à l'image de ce qu'est l'accueil commun de l'Hôtel des Finances de TOULON !

Alors que les groupes de travail nationaux ne font que commencer, vous mettez déjà en place des SIP dès 2009. La Direction Locale Unique du Var serait mise en place en 2010. Sur quelles bases ?

Nous vous soumettons celles des représentants du personnel SOLIDAIRES, CGT, FO, CFDT et CFTC :

➤ **La séparation de l'ordonnateur et du comptable des dépenses de l'Etat et des collectivités territoriales :**

Dans le contexte de crise qui démontre le danger que représente l'intervention d'opérateurs privés comme DEXIA, nous réaffirmons que la gestion comptable publique doit être exclusivement assurée par la DGFIP.

➤ **La séparation de l'assiette et du recouvrement des impôts et taxes :**

Comme le démontre l'exemple de l'HDF, c'est bien sur la base des métiers des agents et de leurs missions respectives qu'il faut organiser les services. Nous répondons positivement au choix des métiers de M.PARI-NI. Nous demandons que soit négociée la mise en place de cellules « recouvrement » en SIP, avec création physique des bureaux dédiés à cette mission et qu'une garantie d'affectation en rapport avec leur métier soit donnée aux agents chargés du recouvrement et à ceux chargés de l'assiette.

➤ **Le maintien du bloc foncier :**

L'arrêt de la fusion CDI/CDIF ne pérennise pas les missions cadastrales à terme. L'intégralité des missions foncières doit être maintenues, cela passe par une vraie remise en route du Cadastre.

➤ **Le maintien des missions et du maillage territorial des services :**

L'intersyndicale se félicite du maintien des trésoreries que l'administration locale voulait fermer en 2009. Pour autant la pérennisation du réseau passe par le développement des missions de la DGFIP dans l'ensemble de son réseau. La création des SIP ne doit pas conduire à la fermeture de postes comptables : dans ce contexte, l'hypothèse de la création d'un SIP à Draguignan, sur le périmètre de compétence de la trésorerie de Lorgues doit être abandonnée.

➤ **L'arrêt des suppressions d'emplois :**

L'heure est à la création d'emploi pour assurer les besoins des populations. Il manque aujourd'hui plus de 100 emplois si on compare les postes implantés et les emplois réellement disponibles ! **Ce déficit doit être immédiatement comblé !**

➤ **La reconnaissance des qualifications :**

La fusion DGFIP ne saurait se solder par le « volet social », les agents du Trésor et des Impôts n'ont toujours pas vu leurs qualifications reconnues malgré le fait que leurs missions soient de plus en plus complexes.

➤ **L'augmentation des rémunérations :**

Comme tous les fonctionnaires, les agents du Trésor et des Impôts perdent régulièrement du pouvoir d'achat. L'urgence est à la hausse des salaires.

L'intersyndicale décide de se rendre unie à la rencontre des agents, elle fera des CTP sur la mise en place des SIP et des CTP sur l'emploi, des moments forts d'expression des revendications.